

LES GESTES BARRIÈRES



Se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon



Tousser ou éternuer dans le creux de votre coude



Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter dans la poubelle



Eviter les poignées de mains et garder le principe de distanciation sociale



Porter ses caches nez et garder sur soi ses désinfectants



Les éditions ProTIC



**Conscience historique et conscience sanitaire en Afrique
Qu'attendre des sciences sociales face à la COVID-19 ?**



Observatoire Ouest
Africain des
Dynamiques
Sociales

Conscience historique et conscience sanitaire en Afrique

Qu'attendre des sciences sociales face à la COVID-19 ?



**DEDY Seri
HETCHELI K. F. Lolowou
KONE Issiaka
AZALOU-TINGBE Albert**

Conscience historique et conscience sanitaire en Afrique

Qu'attendre des sciences sociales face à la
COVID-19 ?



Conscience historique et conscience sanitaire en Afrique

**Qu'attendre des sciences sociales face à la
COVID-19 ?**



DEDY Seri HETCHELIK F Lollowou KONE Issiaka & AZALOU-TINGRE Albert

Observatoire ouest-Africain des Dynamiques Sociales

Conscience historique et conscience sanitaire en Afrique : Qu'attendre
des sciences sociales face à la COVID-19 ?

Sous la Direction de

DEDY Seri, HETCHELI K. F. Lolowou, KONE Issiaka, AZALOU-TINGBE Albert

**© Observatoire Ouest-Africain des Dynamiques Sociales
(OADS), janvier 2021.**

Tél. Cell : Bénin (229) 96 21 00 57 Burkina Faso (226) 78 86 47 50

Côte d'Ivoire (225) 01 82 79 79 / 07 61 21 37 Togo (228) 90 31 15 11

Email : oads2015@gmail.com.

BP / BOX 1534 Calavi, Bénin 00 229 94872424.

Presses de l'Université d'Abomey-Calavi (PUAC).

ISBN - 978-99982-947-9-0

EDITEURS SCIENTIFIQUES

DEDY Seri, Université d'Abidjan, Cocody, Côte d'Ivoire

HETCHELI Kokou Folly Lolowou, Université de Lomé, Togo

KONE Issiaka, Université de Daloa, Côte d'Ivoire

AZALOU-TINGBE Albert, Centre d'Etudes Prospectives et
d'Actions pour le Développement, Bénin

COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr KONE Issiaka, Université de Daloa, Côte d'Ivoire

Pr MAIGA Alkassoum, Université de Ouaga 1, Burkina Faso

Pr AZALOU-TINGBE Albert, Centre d'Etudes Prospectives et
d'Actions pour le Développement, Bénin

Pr HETCHELI Kokou Folly Lolowou, Université de Lomé,
Togo

Pr GBEMOU Kokou, Université de Lomé, Togo

Pr TOSSOU Rigobert, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Pr BADINI K. Fatoumata, Université de Ouaga 1, Burkina Faso

Pr IMOROU Abou Bakari, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Pr HOUNGNIHIN Roch, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Dr OUASSA K. Monique, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

SECRETARIAT SCIENTIFIQUE

Dr LABOU Koffitsè, Université de Lomé, Togo

Dr ADABA Koffi Amessou, Université de Lomé, Togo

Dr AZALOU TINGBE Fanès, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Dr GBEHI Clément, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Les opinions émises dans cet ouvrage doivent être considérées comme propres aux auteurs et ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé les travaux.

AUTEURS

- AFFO Alphonse Mingnimon, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- AKAKPO Kokouda, Université de Lomé, Togo
- ASSOGBA Coovi Raymond, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- AZALOU TINGBE Fanès, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- AZALOU-TINGBE Albert, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- DEABALO Pitabinawè, FAMME, Togo
- DEDY Faustin Séri, Université d'Abidjan, Cocody, Côte- d'Ivoire
- ELIJAN D. B. Abiguël, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- GBEHI Clément, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- GBEMOU Kokou Mawulikplimi, Université de Lomé, Togo
- GNUI K. Samson, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire
- HOUNTOHOTEGBE-GANYEHESSOU G. C. Padonou, APD, Bénin
- ISSA Issoufou, Université de Zinder-Niger
- KOFFI Kra Valérie-KOUASSI, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire
- KONE Issiaka, Université Jean Lorougnon Guédé Daloa, Côte d'Ivoire
- KPOTCHOU Koffi, Université de Lomé, Togo
- LEGONOU H. E. M. Goretti, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- MALAMA Magnédina, Université de Lomé, Togo
- MEHINTO Michel Mètonou, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- NIANG Abdoulaye, Université Gaston Berger, Sénégal
- OUMAROU Issoufou, Université de Zinder-Niger
- TCHEFFA V. Aimé, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- TCHEHI Zananhi Florian Joël, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire
- TOUDEKA Ayawavi Sitsopé Université de Lomé, Togo
- TSIGBE Djifa Yaovi, Université de Lomé, Togo
- YAYA Issifou, ACASP, Paris, France
- ZOYIKPO Komitse Mawufemo, Université de Lomé, Togo

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	15
AXE 1 : COVID-19 : ORIGINES ET CAUSES	
1 COVID-19 : origines et causes d'une pathologie non encore maîtrisée <i>TCHEFFA V. Aimé</i>	24
AXE 2 : COVID-19 : LES REPONSES INSTITUTIONNELLES	
2 Pandémie de la COVID-19 au Bénin : baromètre d'une société en mutation <i>AZALOU TINGBE V. B. Fanès</i>	38
3 Coronavirus et « confinement » : au sujet des risques pour la santé mentale des populations béninoises <i>MEHINTO Michel</i>	74
4 Impacts socioéconomiques de la COVID-19 à Daloa <i>TCHEHI Zananhi Florian Joël, KOFFI Kra Valérie-KOUASSI</i>	118
5 La phytothérapie face à la pandémie de la COVID-19 au Togo <i>GBEMOU Kokou Mawulikplimi, ZOYIKPO Komitse Mawufemo, KPOTCHOU Koffi, AKAKPO Kokouda, TSIGBE Djifa Yaovi et MALAMA Magnédina</i>	146

- 6 Lutte contre la pandémie du coronavirus au Bénin : entre exclusion institutionnelle de la pharmacopée et priorisation de la biomédecine 175
LEGONOU Houéfa Emmanuella Maria Goretti

**AXE 3 : COVID-19 : APPROCHE
PHENOMENOLOGIQUE DES REPONSES
POPULAIRES INDUITES PAR LA TERREUR**

- 7 Face à la COVID-19, la nécessité de la reprise du dialogue entre l'Islam et la science : le cas des musulmans du Sénégal 199
NIANG Abdoulaye
- 8 Analyse genre des effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les personnes démunies de Cotonou 230
*HOUNTOHOTEGBE-GANYEHESOU
Godefroy Clément Padonou*
- 9 Dynamiques de résilience des agropasteurs face à la COVID-19 dans la région septentrionale du Bénin 271
ELIJAN DJAOUGA Bélou Abiguël
- 10 Acceptabilité des mesures barrières de lutte contre la COVID-19 en milieu populaire au Bénin : point sur quelques controverses 297
AFFO Alphonse Mingnimon
- 11 La crise sanitaire de la COVID-19 au Togo, représentations sociales et perception du risque 329
*DEABALO Pitabinawè, TOUDEKA Ayawavi
Sitsopé & YAYA Issifou*

- 12 La pandémie de la COVID-19 au Niger : la démarcation entre les discours populaires, religieux et politiques à partir de la ville de Zinder
ISSA Issoufou et OUMAROU Issoufou 357
- 13 Vulnérabilité et stratégies de résilience face à la COVID-19 à Cotonou : expériences des femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus du 13^{ème} arrondissement de Cotonou au Bénin
OUASSA KOUARO Monique 387
- 14 Epidémie de la COVID-19 : de nouvelles pathologies culturelles en plus de celles du VIH-SIDA
GBEHI Clément et AZALOU-TINGBE Albert 417
- 15 Sensibilisation socio-éthique contre la stigmatisation et la discrimination des malades et des personnes suspectées d'avoir contracté la COVID 19 en Côte d'Ivoire.
GNUI Koutoua Samson, KONE Issiaka 444

AXE 4 : COVID-19 : LEÇONS APPRISES ET OPPORTUNITES POUR L'AFRIQUE

- 16 Conscience historique et conscience sanitaire : la COVID-19 comme dissolvant et tonifiant pour l'Afrique
DEDY Faustin Séri 463

17	L'anthropologie politique du coronavirus et la situation endogène de la vitalité des Béninois : une introduction à l'épistémologie béninoise de <i>vode</i> ou l'infiniment petit en pleine pandémie de COVID-19 au Bénin <i>ASSOGBA Coovi Raymond</i>	489
----	---	-----

	CONCLUSION	519
--	------------	-----

INTRODUCTION ||

Quels que soient l'espace et le temps, soigner est un acte éminemment éthique et politique, la santé (contraire de la maladie) apparaissant comme une valeur supérieure de la vie. C'est pourquoi en cas d'épidémie, le peuple se mobilise et établit des stratégies pour faire face à l'ennemi public. Cette riposte est le propre de l'homme pour qui la maladie a toujours un sens.

Dans le contexte actuel de COVID-19, la réaction se manifeste, en grandeur nature, exactement comme du temps des "Animaux malades de la peste" (Jean de La Fontaine ou de l'Afrique ancienne telle que résumée par Harris Memel-Foté :

« Dans le passé, à l'occasion des épidémies, ce sont les autorités politiques, responsables de la santé publique (santé du peuple et santé du monde) qui mobilisent la société et confient le salut aux experts (les interprètes du sens, les guérisseurs et les justiciers) qui jugent sans appel en excommuniant les malfaiteurs présumés ou en les condamnant à subir l'ordalie ».

Les membres de l'Observatoire Ouest-Africain des Dynamiques Sociales (OADS) comptent, de toute évidence, au nombre des experts dont l'intervention est requise pour interpréter, guérir et éloigner non seulement la COVID-19, mais aussi toutes les pandémies actuelles et futures, sur la base de ce qui se dit et se fait, plus ou moins publiquement, en Afrique ou ailleurs dans le monde, sur l'Afrique et les Africains à l'occasion de cette pandémie. Ainsi qu'on a pu le constater au cours des cinq (05) derniers mois, ce mal révèle bien des attitudes, opinions et pratiques qui, en retour, ne manquent pas de faire se télescoper deux perceptions de la réalité : d'une part, la conscience historique « comme banque de données dans laquelle

nous pouvons nous instruire » (Jared Diamond), d'autre part, la conscience sanitaire en tant que souci et estime de soi qui se manifestent dans le rapport de chacun à la santé. De quoi s'agit-il ?

En effet, survenue en Chine en décembre 2019, et annoncée officiellement par l'OMS en mars 2020 comme étant la nouvelle pandémie après le VIH/SIDA, la fièvre Ebola et le coronavirus SARS-Cov-2, la COVID-19 s'est d'abord propagée en Europe (France, Italie, Espagne ; Royaume-Uni, Allemagne) avant de s'abattre sur les Amériques (Usa, Canada, Mexique, Brésil), l'Afrique apparaissant alors, pour diverses raisons, comme le continent le moins touché. Et se fondant sans doute sur l'histoire mais aussi sur des tendances et faits réels, voire sur des idées reçues, l'OMS a pu prédire que l'Afrique connaîtrait un avenir sombre avec plus de dix (10) millions de décès.

Dans la foulée, l'Union Européenne a promis une aide d'un montant de vingt (20) milliards d'euros quand, sur le terrain scientifique, a surgi une controverse qui interpelle tout le monde, à commencer par les experts de l'OADS : dans ce débat, il y a d'un côté, certains chercheurs occidentaux du domaine biomédical qui proposent que le futur vaccin contre la COVID-19 soit testé sur le sol africain, de préférence ; de l'autre côté, on recommande plutôt une démarche éthique qui consisterait à traiter le mal par la chloroquine, un médicament qui a fait ses preuves, en attendant une molécule plus efficace. Toujours au nom de l'éthique, les partisans de la chloroquine conseillent vivement aux Africains, cobayes tout désignés des laboratoires du Nord, de rejeter un vaccin en fait dirigé contre la natalité africaine.

En définitive, la COVID-19 est une menace qui progresse de jour en jour, faisant, par exemples, du Nigeria (108 943 cas), du Ghana (56 981 cas), de la Côte d'Ivoire (24 856 cas), du Sénégal (22 738 cas), de la Guinée (14 098 cas), et du Cap-Vert (12 901 cas) les pays les plus touchés d'Afrique Occidentale (à la date du 19 janvier 2021).

Au moment où tout semble s'ébranler, mais aussi au moment où, tout semble s'éveiller, dialectiquement, il est légitime de faire intervenir les experts, enseignants et enseignants-chercheurs sur le terrain d'une lutte impérative, pour à la fois construire une lecture des changements qui s'opèrent suite à la propagation de la COVID-19, et proposer un nouveau paradigme en vue de la potentialisation des politiques publiques en matière sanitaire.

L'ouvrage est structuré en quatre chapitres. Chaque chapitre aborde un axe thématique précis. Le premier est intitulé *COVID-19 : Origines et causes d'une pathologie non encore maîtrisée* expose l'émergence et les explications. Tcheffa V. A s'intéresse à l'origine Wuhanienne (en Chine) du foyer de départ martelant que pendant plus de trois mois, le virus a fait couler des larmes silencieuses mais douloureuses au sein des communautés surtout asiatiques, européennes, américaines. L'Afrique, peu touché, demeure un miracle. Les analyses de l'auteur illuminent trois thèses prises en considération que sont l'origine animale due à une manipulation scientifique, le complot contre l'humanité et la guerre biologique et l'origine métaphysique et mystique.

Le second axe est intitulé *Les réponses institutionnelles*, et s'ouvre avec les réflexions de Azalou-Tingbé V. B. Fanès. Ici l'auteur analyse les déterminants et les implications de la crise sanitaire de la COVID-19 dans quelques villes du Sud-Bénin - en faisant ressortir les facteurs de la dynamique évolutive des perceptions et pratiques des populations. L'article de Mehinto Michel Mètonou examine la mise en place du cordon bien que limitant au strict nécessaire la circulation des personnes, n'est ni plus ni moins qu'une stratégie de « confinement » ou d'isolement chez les populations. Tchehi Z. F. J. & Koffi K. V-K mettent en exergue les effets socioéconomiques de la COVID-19 à Daloa. La contribution de Gbémou K. M. et al. analyse le rôle de la phytothérapie face à la pandémie de COVID-19. L'analyse de Legonou H. E. M. G. porte sur les possibilités d'intégration de la pharmacopée béninoise dans la prise en charge de la pandémie du COVID-19. Ainsi, différentes stratégies mises en place au regard des potentialités et usages qu'offrent la pharmacopée béninoise sont examinées.

Le troisième axe consacre *COVID-19 : Approche phénoménologique des réponses populaires induites par la Terreur*. Niang A. analyse les versets coraniques et les hadiths valides pour montrer que l'Islam n'est pas contre la science ou l'esprit scientifique et qu'il est même très favorable à toutes mesures scientifiquement étayées dont l'objectif est d'assurer la protection humaine, comme les gestes-barrières. Hountohotegbe-Ganyehessou G. C. P. porte un regard analytique sur l'impact différentiel de la COVID-19 sur les rôles de genre des personnes démunies résidant à Cotonou. Elijan Djaouga B. A. examine les stratégies de résilience des acteurs

dans le Nord du Bénin, dans un contexte de sédentarisation forcée qui limite les moyens de subsistance des éleveurs transhumants.

L'article d'Affo A. M. met en lumière les ripostes, et comment certaines mesures sont acceptées, alors que d'autres constituent une entrave au mode de vie des populations. Deabalo P. et al. analysent les connaissances et la perception du risque d'infection à la COVID-19. Issa Issoufou part des discours officiels et des traitements des postes de réseaux sociaux, pour faire un état des lieux de la pandémie de la COVID-19 à partir de la ville de Zinder au Niger. Ouassa Kouaro M. décrit et analyse les impacts de la pandémie de la COVID-19 sur les activités génératrices de revenus chez les femmes à Cotonou, ainsi que les stratégies de résilience développées. Les réflexions de Gbêhi C. et Azalou-Tingbé A. rendent compte des motivations des travailleuses de sexe et le rôle que joue la conscience dans les choix opérés suite aux nouvelles pathologies culturelles émergentes.

Le quatrième axe intitulé *COVID-19 : Leçons apprises et opportunités pour l'Afrique*, revient sur la conscience historique et la conscience sanitaire, et y voit COVID-19 comme dissolvant et tonifiant pour l'Afrique. L'auteur, Dedy F. S. questionne l'offre de soins ou de la demande : le constat est le même en termes d'attitudes, de représentations et de pratiques néfastes pour la santé publique. Sont en cause ici, la prédominance du modèle étiologique de type symbolique (la sorcellerie) ainsi que le faible niveau de savoir général. Que faire ? L'Afrique peut et doit relever ce défi en optant pour un nouveau paradigme ; en promouvant, en toute responsabilité, la

conscience sanitaire des populations comme quête d'anthropologie ontologique ; en mettant à profit les avancées de la science, patrimoine de l'humanité. Enfin, Assogba C. R. clôt en mettant en évidence la virologie par la pratique de O'fa ou expérience de la causalité.

**AXE III : COVID-19 :
APPROCHE
PHENOMENOLOGIQUE DES
REponses POPULAIRES
INDUITES PAR LA TERREUR**

**VULNERABILITE ET STRATEGIES DE RESILIENCE
FACE A LA COVID-19 A COTONOU : EXPERIENCES
DES FEMMES GESTIONNAIRES DES ACTIVITES
GENERATRICES DE REVENUS DU 13^{EME}
ARRONDISSEMENT DE COTONOU AU BENIN**

OUASSA KOUARO Monique

*Enseignante-Chercheure, Département de Sociologie-
Anthropologie, Université d'Abomey-Calavi, Bénin*

Résumé

Au Bénin, les activités génératrices de revenus occupent une place importante dans la vie socioéconomique des populations et notamment les femmes. Cependant, depuis l'avènement de la pandémie de la COVID-19, ce secteur connaît un grand bouleversement. L'objectif de cet article est de décrire et d'analyser le niveau de vulnérabilité des femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus et les stratégies de résiliences développées par ces femmes face à la COVID-19 à Cotonou. La démarche méthodologique utilisée est de type ethnographique. Elle est de nature qualitative, descriptive, analytique et à allure comparative et réalisée dans le 12^{ème} arrondissement de Cotonou entre octobre et décembre 2020. Elle repose sur des entretiens semi-directifs individuels, des observations directes auprès de 23 femmes gestionnaires des AGR appartenant à différentes classes sociales et sélectionnées par choix raisonné. L'analyse des matériaux bruts a été fondée sur l'analyse de contenu des verbatim suivant le courant de la vulnérabilité et de la résilience, puis la théorie de la capacité d'adaptation généralisée de Parsons. Des données collectées, il

ressort que plusieurs catégories d'activités génératrices de revenus sont gérées par les femmes dans cet arrondissement. Bien que les conditions socioéconomiques de ces femmes ne soient pas si reluisantes avant l'avènement de la pandémie de COVID-19 au Bénin, cette pandémie a empiré ces conditions en compromettant la survie de plusieurs familles. Du coup, elles ont développé plusieurs stratégies de résilience pour s'en sortir. Il importe que ces stratégies de résilience développées par ces femmes soient soutenues par le gouvernement vu leur caractère éphémère et risquant pour ces familles. Mais au-delà de la situation de ces femmes, celle des jeunes en recherche d'emploi mérite d'être questionnée.

Mots-clés : activité génératrice de revenu, COVID-19, vulnérabilité, résilience, Cotonou.

Abstract

In Benin, income-generating activities occupy an important place in the socio-economic life of the populations, especially women. However, since the advent of the COVID-19 pandemic, this sector has experienced a great upheaval. The objective of this article is to describe and analyze the level of vulnerability of women managers of income-generating activities and the resilience strategies developed by these women in the face of COVID-19 in Cotonou. The methodological approach used is ethnographic. It is qualitative, descriptive, analytical and comparative in nature and carried out in the 12th arrondissement of Cotonou between October and December 2020. It is based on semi-structured individual interviews, direct observations with 23 women managers of IGAs belonging to different social classes and selected by reasoned choice. The raw

materials analysis was based on the Vulnerability and Resilience Stream of Verbatim Content Analysis, followed by Parsons' Generalized Adaptive Capacity Theory. From the data collected, it appears that several categories of income-generating activities are managed by women in this arrondissement. Although the socioeconomic conditions of these women were not so good before the outbreak of the COVID-19 pandemic in Benin, this pandemic worsened these conditions by compromising the survival of several families. As a result, they have developed several strategies of resilience to cope. It is important that these resilience strategies developed by these women be supported by the government given their ephemeral nature and risky for these families. But beyond the situation of these women, that of young people seeking employment deserves to be questioned.

Key words : income-generating activity, COVID-19, vulnerability, resilience, Cotonou.

Introduction

Au Bénin, les activités génératrices de revenus (AGR) occupent une place importante dans la vie socioéconomique des populations (INSAE, 2016a, p. 7). Il s'agit d'un ensemble d'activités qui emploie un nombre important de personnes, et qui embrasse le secteur informel comme domaine de prédilection. En effet, les activités génératrices de revenus, du moins le secteur informel, dominant l'économie béninoise : il emploie 95 % des travailleurs et occupe majoritairement la population active dans plusieurs secteurs d'activités (Todegnon et Devillard, 2011, p. 34). Elles constituent une importante source de revenus pour ces familles.

Cependant, depuis février 2020, le monde est secoué par la pandémie de COVID-19. Même si, en dehors de l'Océanie, l'Afrique est moins touchée par cette pandémie comparativement aux autres continents⁴⁹, de nombreuses études (FAO, 2020, p. 1 ; IPES-Food, 2020, p. 1 ; CILSS, 2020, p. 1) ont montré que cette pandémie a eu, et continue d'avoir des impacts très lourds sur la vie socio-économique des populations en Afrique. Ces impacts peuvent remettre en cause l'ordre socioéconomique en cours et compromettre la survie des populations (Zara Laouan, 2020, p. 6). Et l'un des domaines les plus touchés est le secteur des activités génératrices de revenus (FAO, 2020, p. 1). Selon CILSS (2020, p. 6) « les activités génératrices de revenus quotidiens sont très perturbées dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest ». En effet, une activité génératrice de revenus (AGR) est « une activité commerciale qui consiste à vendre des biens et/ou des services marchands au profit d'une entité ou d'un groupe d'individus. Sa mise en œuvre nécessite des moyens humains, financiers et matériels organisés » (Lalique, 2016, p. 5). Il s'agit par exemple des petits commerces, de l'hôtellerie et de la restauration, etc.

Le Bénin, qui a connu son premier cas confirmé en mars 2020 (Simé Séko, 2020, p. 22), n'est pas épargné par cette réalité. En effet, dès l'apparition du premier cas, le gouvernement a multiplié les mesures pouvant limiter la vitesse de propagation de ce virus. Il s'agit, entre autres,

⁴⁹ En termes de décès par exemple, à la date du 10 janvier 2021, l'Afrique n'a enregistré que 72.122 décès contre 317.385 en Asie, 617.928 en Europe, et 918.390 en Amérique (TV5Monde et AFP, 2021).

« de la fermeture des bars, discothèques, (...), plages et autres lieux de réjouissance. La fermeture des frontières et l'instauration d'un cordon sanitaire qui regroupe une quinzaine de communes dont Cotonou » (Simé Séko, 2020, p. 23).

Or, selon la littérature, ces mesures de restrictions seraient l'une des causes de la dégradation de la situation socio-économique des populations, les plaçant dans une situation de vulnérabilité (Gbeffo, 2020, p. 4). « On parle de vulnérabilité, quand les ressources à disposition d'un individu ne suffisent pas à faire face au stress d'un changement soudain ou d'une transition du parcours de vie » (Spini, Bernardi et Oris 2017 cités par Widmer *et al.*, 2020, p. 164). Alors, quel est le niveau de vulnérabilité des femmes gestionnaires des activités génératrices de revenu face à la COVID-19 à Cotonou ?

Par ailleurs, il est de l'ordre de l'évidence que face à des situations pouvant remettre en cause l'ordre social, les communautés humaines développent des stratégies d'adaptation en vue de survivre. C'est ce que d'aucuns appellent « stratégie de résilience ».

« La résilience pouvant être définie comme la capacité d'un individu à se remettre du choc initial de la catastrophe et de ses conséquences, de pouvoir se maintenir et « rebondir » en mettant en œuvre un certain nombre de capacités à faire face » (Benitez et Reghezza, 2018, paragraphe 20).

Quelles sont alors les stratégies de résilience développées par les femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus à Cotonou face aux affres de la pandémie de COVID-19 ? Bien que ces réalités soient

prégnantes et tangibles à Cotonou, peu de recherches en sociologie se focalisent sur cette question. Aujourd'hui, le niveau de vulnérabilité et les stratégies de résilience adoptées par les femmes gestionnaires des AGR constituent des réalités sociales peu documentées à Cotonou. Bien vouloir revoir le style de rédaction de ce paragraphe car il faut mettre au clair le sujet ou du moins le problème à résoudre et surtout préciser s'il s'agit d'impact ou de résilience ou de vulnérabilité? Ainsi, l'objectif de ce travail est de décrire et d'analyser le niveau de vulnérabilité des femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus et les stratégies de résiliences développées par ces femmes face à la COVID-19 à Cotonou.

La monographie du cadre d'étude et la démarche méthodologique seront élucidées avant la description de ces stratégies.

1. Cadre de recherche et méthodes

Cotonou, en tant qu'important pôle commercial du Bénin s'est avéré suite aux relations commerciales entre les rois du royaume de Danhomey et les Européens depuis le 18ème siècle (Adjovi, 2009, p. 42). Cette ville qui est l'une des trois communes à caractère particulier du Bénin, est le lieu par excellence de commercialisation des produits provenant des quatre coins du pays, de la sous-région et du monde (Adjovi, 2009, p. 42). Aujourd'hui, les branches d'activités les plus dominantes à Cotonou sont le commerce, la restauration et l'hébergement (40,5%) (INSAE, 2016a, p. 7). Sa population est composée de plusieurs groupes socioculturels tels que les Fon, les Goun, les Yoruba, les Adja, les Mina, les Toffin, les Dendi, les Batombou, etc., et ceux d'autres nationalités. Avec une

gestionnaires des AGR dans cet arrondissement depuis au moins 12 mois. Ce critère a permis d'apprécier l'état de leurs activités avant et après la pandémie de COVID-19. Nous avons veillé à l'intégration des femmes « nanties » et des femmes « démunies » dans l'échantillon. De plus, l'identification de ces acteurs s'est aussi basée sur la masse d'informations qu'ils sont supposés détenir sur la problématique de cette recherche. Il va sans dire que le choix de ces femmes a été fait selon la technique d'échantillonnage de choix raisonné. Ensuite, des observations ont été réalisées au niveau des sites de vente de ces femmes (boutiques, hangars, au bord des trottoirs, etc.) en vue de constater de visu les effets de cette pandémie sur les AGR d'une part, et les stratégies de résiliences adoptées par ces femmes d'autre part. Ces données empiriques ont été appuyées par des données issues de la recherche documentaire essentiellement réalisée en ligne.

Les données ainsi collectées ont fait l'objet de tri-thématique, puis triangulées et analysées suivant le courant de la vulnérabilité et de la résilience (Benitez et Reghezza, 2018, paragraphe 27), et la théorie de la capacité d'adaptation généralisée de Parsons (Fournier, 2017, p. 35). Le recours au courant de la vulnérabilité et de la résilience a permis de mieux appréhender et d'analyser le niveau de vulnérabilité des femmes gestionnaires des AGR à Cotonou dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 d'une part, et les stratégies de résilience développées par ces femmes d'autre part. La théorie de de la capacité d'adaptation généralisée de Parsons constitue un appui au volet résilience de ce courant.

Enfin, il importe de souligner que la collecte des données de terrain a couvert une période de trois mois (octobre-décembre 2020). Les aspects éthiques et déontologiques en termes de recueil du consentement oral éclairé, l'anonymat des informateurs, et la confidentialité des informations collectées, ont été observés au cours de cette recherche.

2. Résultats

2.1. Quand la rareté des clients fait penser à l'existence de la COVID-19 malgré la persistance des doutes

Les données collectées au cours de cette recherche montrent que la rareté des clients chez les femmes gestionnaires des Activités Génératrices de Revenus (AGR) constitue le principal facteur qui les pousse à croire en l'existence de la pandémie de COVID-19 au Bénin et surtout à Cotonou. N'eût été la rareté de la clientèle, la plupart des femmes ne croiraient pas en l'existence de la COVID-19.

En effet, selon la plupart des femmes enquêtées, la pandémie de COVID-19 existe bien ailleurs dans le monde, mais pas au Bénin. D'après la conception de ces femmes la pandémie de COVID-19 constitue une maladie des « occidentaux », des Chinois et de ceux qui ont quitté l'Europe. En réalité, selon ces femmes, certains Béninois ou même étrangers viennent chercher refuge au Bénin, vu la vitesse de propagation du virus beaucoup plus moindre au Bénin par rapport à celle en cours en Europe. Mais leurs voisins les dénoncent aux autorités sanitaires par peur de se faire contaminer, comme cela a été recommandé par le gouvernement. D'autres femmes pensent même qu'au Bénin, la COVID-19 constitue un alibi que les gouvernants utilisent pour

bénéficier des subventions des « pays occidentaux » (pour désigner les institutions internationales).

« C'est du mensonge au Bénin. Les politiciens veulent seulement avoir l'argent du blanc. L'autre fois même, ils ont augmenté le nombre de cas des malades » (Francine, gérante d'un restaurant, 37 ans, Cotonou, novembre 2020).

Cependant, la rareté des clients convainc davantage les femmes gestionnaires des AGR de l'existence de la maladie à Cotonou et de ses effets sur la population.

« Les gens qui venaient à la plage venaient faire des achats ici. Mais maintenant, personne ne vient (...) Avec l'arrivée de la COVID-19 on a perdu beaucoup de nos clients. Tout le monde a peur de la maladie. Donc, on ne peut pas dire que la maladie n'existe pas ici » (Rosine, vendeuse des produits d'alimentation générale, 35 ans, Cotonou, décembre 2020).

Cette rareté des clients n'est rien d'autre qu'une des facettes des impacts de la pandémie de la COVID-19 sur les AGR chez les femmes à Cotonou. Mais avant de décrire ces impacts, il importe de souligner ce à quoi ressemblaient ces activités avant cette pandémie.

2.2. L'état des activités génératrices de revenus chez les femmes de Cotonou avant la pandémie de COVID-19

Vu qu'il n'y a avait pas de travaux descriptifs portant antérieurement sur l'état des activités génératrices de revenus chez les femmes à Cotonou avant la pandémie de COVID-19, les données de cette rubrique sont celles issues des déclarations des personnes interviewées. Ainsi, des données collectées, il

ressort qu'au niveau du 12^{ème} arrondissement de Cotonou, le secteur des AGR regroupe une panoplie d'activités dont le commerce des vivres (maïs, haricot, mil, tubercules d'igname, etc.), des produits d'alimentation générale communément appelé « divers » (riz, lait, vin, amuse-bouche, sucre.), des produits cosmétiques et de la coiffure, des friperies, etc. On y note aussi les ateliers de coiffure, de couture, les bars-restaurants, les petits commerces diversifiés (bouillie, condiments, légumes, fruits, poissonneries).

Le profil des clients est autant diversifié que les catégories de ces activités. Les personnes appartenant à toutes les classes sociales, des nationaux et des étrangers en profitent.

« Je revends aussi les p'tits shorts. C'est quand les blancs sont là qu'ils achètent ça pour faire de cadeaux à leurs proches quand ils vont chez eux » (Victoire, couturière et revendeuse de friperie, 39 ans, Cotonou, décembre 2020).

En ce qui concerne les cadres d'exercice de ces activités, ils sont aussi multiples et varient en fonction du statut socioéconomique des femmes enquêtées. Si les femmes « nanties » se permettent le luxe de construire une boutique à la devanture de leur domicile, de se lancer dans le bail des boutiques plus larges et bien présentables, les femmes « démunies », par contre, se contentent de la location d'une boutique de fortune, ou à la limite exposent leurs marchandises au bord des « VONS » (rues ou ruelles), ou bien les étalent carrément dans leur domicile.

Par ailleurs, la chaîne d'approvisionnement est aussi complexe que les catégories des AGR recensées. En effet, dans

le secteur du commerce des vivres, en dehors du grand marché Dantokpa de Cotonou, la grande partie de ces produits provient des zones rurales du pays en l'occurrence du septentrion. Les produits d'alimentation générale, les friperies, les produits cosmétiques et de la coiffure, quant à eux, sont tous importés. Pour la plupart du temps, ces femmes s'en approvisionnent au marché Dantokpa, à Lomé, ou à Lagos. Certaines femmes vont même jusqu'à Accra ou Abidjan. Quant aux condiments, légumes, fruits, etc., ce sont les maraichers de Cotonou qui les leur fournissent. Mais, une partie de ces produits vient aussi des zones rurales du Bénin par le biais des grossistes notamment.

Enfin, étant bien conscients, de par nos travaux de recherche antérieurs, de la difficulté qu'ont les femmes de fournir des données exactes sur les chiffres d'affaire de leurs activités par peur de se faire livrer aux autorités d'impôts et de taxes, nous avons essayé d'avoir une idée sur leurs chiffres d'affaire avant la pandémie. Des données collectées, il ressort que généralement, ces chiffres varient en fonction des tailles des commerces et du statut socioéconomique des femmes. Ils varient entre 20.000 F CFA et 50.000 F CFA par jour chez les tenants de grandes boutiques (des femmes « nanties » notamment), et entre 2.000f et 10.000f par jour chez les gestionnaires de petits commerces (des femmes « démunies » notamment).

« Avant, ça n'allait pas, mais c'était mieux par rapport à aujourd'hui (...). Je vendais au moins 5.000 F CFA par jour » (Victoire, couturière et revendeuse de friperie, 39 ans, Cotonou, décembre 2020).

Comme l'a souligné cette femme, la situation économique du Bénin n'était pas si reluisante. Mais cette

situation s'est davantage dégradée à cause de la pandémie de COVID-19.

2.3. Quand la COVID-19 vient enfoncer le clou dans la « plaie » des femmes

La pandémie de COVID-19 a largement impacté négativement le secteur des AGR chez les femmes à Cotonou. En effet, des données collectées, il est revenu que les mesures de restriction mises en place par le gouvernement pour limiter la propagation du virus ont beaucoup limité la chaîne d'approvisionnement des marchandises chez ces femmes. D'abord, l'interdiction de la circulation des minibus très prisés par les femmes à cause de leur prix bas (mais autorisés après avec de grandes restrictions), et la limitation du nombre de passagers aux abords des petits taxis-ville ont fait augmenter les coûts de transport au sein même de Cotonou.

« L'obligation du respect de la distanciation dans les bus a entraîné la hausse des frais de transport des marchandises, et tout est cher sur le marché »
(Djèxami, gérante de kiosque de sodabi, 37 ans, Cotonou, décembre 2020).

Ensuite, l'instauration du cordon sanitaire pendant 3 mois environ qui a isolé Cotonou des zones-greniers du pays. D'où la coupure ou la difficile survie de la chaîne d'approvisionnement des produits d'origine rurale même après la levée de ce cordon.

« Avec la pandémie, c'est difficile d'aller dans les villages s'en procurer, vu le coût du transport qui est très élevé, et aussi le prix d'achat qui a vraiment

grimpé » (Madeleine, vendeuse des vivres, 42 ans, Cotonou, novembre 2020).

Enfin, la fermeture des frontières avec les pays limitrophes du Bénin surtout le Togo (pour le Nigéria date avant l'avènement de COVID-19) a frappé de plein fouet les secteurs de friperies, des produits cosmétiques et de coiffure, d'alimentation générale, de plastiques et bien d'autres.

« Les vins que je vends viennent de Lomé. Maintenant, leurs prix et le transport coûtent chers. Le peu qui rentrait par voies clandestines revenait cher » (Ruth, vendeuse des produits d'alimentation générale, 34 ans, Cotonou, novembre 20).

Tout cela a provoqué la flambée des prix des produits en gros et en détails. Car la chaîne d'approvisionnement a été verrouillée en raison des contraintes et restrictions des mesures prises pour lutter contre la pandémie de la COVID 19. Du coup, beaucoup de boutiques se sont vidées par manque de moyens d'acquisition de nouvelles marchandises.

« C'est difficilement que je trouve même 2.000 F CFA. En plus, il n'y a même plus rien dans la boutique. Regarde toi-même, tu as vu non ?! » (Ruth, vendeuse des produits d'alimentation générale, 34 ans, Cotonou, novembre 2020).

C'est ce que montre la photo ⁰¹ ci-après. Il serait intéressant d'avoir une vue de cette boutique avant la pandémie. Mais ne l'ayant pas obtenue, nous nous sommes contentée de celle-ci.

Photo°1 : Boutique en manque de marchandises au cours de la COVID-19 à Cotonou



Cliché : Monique Ouassa Kouaro, novembre 2020

Pour les femmes tenant des restaurants, la situation est pareille. La crise pandémique croisée avec celle économique a entraîné une grosse mévente de leurs produits. Pendant ce temps, les propriétaires des boutiques et des maisons continuent de percevoir les frais de location.

« Si tu ne payes pas le loyer, il y a quelqu'un d'autre qui est prêt à prendre ça parce que les fêtes s'approchent déjà » (Ruth, vendeuse des produits d'alimentation générale, 34 ans, Cotonou, novembre 2020).

De même, la mairie de Cotonou continue de percevoir les taxes, et ces femmes se voient imposer diverses taxes et impôts malgré la mévente. C'est le cas des taxes d'occupation foncière et des factures d'eau et d'électricité.

« Actuellement, j'ai trois factures déposées pour l'électricité. Mes enfants qui m'aidaient avant ne travaillent plus à cause de la maladie » (Léonida, vendeuse de condiments, 54 ans, Cotonou, décembre 2020).

Indubitablement, tous ces faits ont entraîné une baisse drastique des chiffres d'affaire de ces femmes allant de 50% à 75%, voire l'abandon de certaines activités à cause de la grande faillite.

« Avant, on pouvait vendre au moins 20.000f par jour comme ça. Mais maintenant, c'est au plus 5.000f par jour. Tu vois na ?! » (Rosine, vendeuse des produits d'alimentation générale, 35 ans, Cotonou, décembre 2020)

Cette situation est renforcée par la crainte des institutions de microfinance d'accorder des prêts à ces femmes au risque de les voir impayés.

« Elles ont peur de nous prêter de l'argent. Elles connaissent bien les difficultés du marché » (Yolande, vendeuse des produits d'alimentation générale, 42 ans, Cotonou, novembre 2020).

Tous ces faits ont de grandes répercussions sur la vie familiale, du moins domestique, de ces femmes. En effet, il n'est plus un secret pour quelqu'un aujourd'hui que les femmes gestionnaires des AGR contribuent énormément au fonctionnement et aux dépenses des ménages. Parfois, ce sont elles les chefs de ménages. Du coup, la dégradation de leur situation économique d'aujourd'hui a entraîné des difficultés de paiement des frais de scolarité de leurs enfants, et la sécurité alimentaire de leur famille a aussi subi un grand coup.

« Quand les enfants ont repris les cours après le confinement imposé par le gouvernement pendant trois mois, pour solder la contribution de l'année dernière c'était difficile ; même pour préparer la rentrée on a beaucoup souffert » (Nadège, vendeuse de masques, 43 ans, Cotonou, décembre 2020).

Au-delà de tout cela, cette vulnérabilité des femmes gestionnaires des AGR à Cotonou face à la COVID-19 a mis à nu la place prépondérante des femmes dans le fonctionnement des familles. Mais quelles sont alors les stratégies de résilience développées par ces femmes ?

2.4. Stratégies de résilience des femmes face à la COVID-19

L'avènement de la pandémie de COVID-19 a permis de découvrir le niveau de « capacité » de faire face aux menaces chez les femmes gestionnaires des AGR à Cotonou. Si le début de cette pandémie a été bouleversant pour ces femmes, elles ont très tôt développé des stratégies d'adaptation au contexte. Ces stratégies sont diverses.

L'une des stratégies développées est le recours aux commerces beaucoup plus florissants au cours de cette pandémie. Il s'agit par exemple de la vente des plantes médicinales. En effet, l'une des pratiques populaires les plus en vue au cours de cette période est la consommation des tisanes pour prévenir le coronavirus. Certaines femmes ont donc profité de la situation pour élargir leur commerce à la vente de ces plantes médicinales. C'est le cas de la responsable de la boutique présentée dans la photo 2 ci-dessous.

Photo°2 : étalage de vente tisane avec d'autres marchandises à l'ère de COVID-19 à Cotonou



Cliché : Monique Ouassa Kouaro, décembre 2020

Dans le même ordre d'idées, il est revenu que le commerce des masques, du gel hydro alcoolique, et des détergents s'est généralisé depuis l'avènement de la COVID-19 à Cotonou. En effet, vu que le port des masques est devenu obligatoire à Cotonou, et l'accès à certains lieux comme les lieux de cultes, les marchés locaux, l'administration publique, les banques et supermarchés est subordonné au lavage systématique et obligatoire des mains, de nombreuses femmes ont profité de ces décisions gouvernementales pour s'investir dans les commerces des produits suscités. Dans certaines familles, tous les membres (sauf les pères de familles) sont impliqués dans la chaîne de production et/ou de commercialisation de ces produits, tout en abandonnant leur ancienne AGR.

« Ce que je faisais avant, j'ai laissé pour vendre les masques avec mes enfants et ma petite sœur au niveau

des grands carrefours » (Nadège, vendeuse de masques, 43 ans, Cotonou, décembre 2020).

De plus, on assiste à un changement des stratégies de vente de certains produits comme les masques, condiments, etc. Désormais, beaucoup de femmes vont à la rencontre des clients. On note aussi une limitation d'approvisionnement des produits qui coulent moins sur le marché, la diminution de la quantité du repas vendu dans les restaurants. A cela, s'ajoute la limitation des dépenses quotidiennes dans les ménages. La ration familiale est revue à la baisse.

« Comme on ne vend plus bien maintenant, on ne donne plus la même somme d'argent aux enfants pour les repas. On se débrouille comme on peut » (Madeleine, vendeuse des vivres, 42 ans, Cotonou, novembre 2020).

Mais il est à craindre les conséquences du point de vue de risque de malnutrition et d'intoxication qui peut subvenir chez les enfants et les adultes. Par exemple, la prise des tisanes ne respectent aucune norme. Quel dosage faut-il pour un enfant comparé à un adulte. Chaque consommateur prend la dose de tisane qu'il pense pouvoir combattre le virus. Les enfants ne mangent plus à leur faim ni en qualité, ni en quantité d'éléments nutritionnels. Si des pratiques du genre persistent, les conséquences néfastes sur la santé prendront un coup. Il est aussi revenu que les femmes ont vraiment déploré l'inaction du gouvernement à leur endroit, bien que des communiqués de soutiens à ces femmes aient été annoncé à la radio et à la télévision.

« On n'a rien reçu de la part des autorités dans ce sens alors qu'on entend des aides dans d'autres pays. Mais

chez nous ici, on n'a rien reçu » (Ruth, vendeuse des produits d'alimentation générale, 34 ans, Cotonou, novembre 2020).

Du coup, il importe donc que ces stratégies de résilience développées par ces femmes soient soutenues par le gouvernement au risque qu'elles cessent bientôt de montrer leurs efficacité et efficience.

3. Discussion

3.1. La vulnérabilité prononcée des activités génératrices de revenu face à la COVID-19

La présente recherche a permis de lever un coin de voile sur le niveau de vulnérabilité des femmes gestionnaires des AGR face à la COVID-19 à Cotonou. Il s'agit d'abord de la difficulté qu'elles éprouvent dans le processus d'approvisionnement des marchandises. Cette situation est largement dépendante des mesures de restriction mises en place pour limiter la propagation du virus au Bénin. Ainsi, la crise alimentaire et nutritionnelle préexistante est fortement aggravée par les mesures de santé publique face à la pandémie de COVID-19 en bouleversant la demande et les circuits de distribution (CILSS, 2020, p. 1 ; KPMG, 2020, p. 1). Les restrictions d'ouverture et les difficultés de déplacement réduisent très fortement l'activité des femmes (Basquin Fané, 2020, pp. 1 et 5 ; Waintraub *et al.*, 2020, p. 50).

Les résultats de notre travail démontrent que cette vulnérabilité économique et alimentaire notée chez les femmes à Cotonou est source des problèmes conjugaux, voire familiaux, ce qui renforce les risques de violences basées sur le genre. C'est

exactement ce que fait savoir un rapport de la FAO (2020, p. 1) sur la question :

« Elles [les mesures en question] ont une incidence sur les activités génératrices de revenu et les moyens de subsistance, en ce qu'elles rétrécissent les perspectives économiques et, en dernier ressort, compromettent l'accès à des aliments nutritifs, tout en accroissant (...) les risques de violence fondée sur le genre auxquelles elles font face » (FAO, 2020, p. 1).

Abondant dans le même sens, les travaux de Zara Laouan (2020, p. 6) précisent qu'en Afrique de l'Ouest, le plus gros fardeau de cette pandémie repose sur les femmes qui ont pour rôle de « prendre soins de leur famille tout en cherchant également à diriger les communautés dans la prévention et l'adaptation ».

Il en découle donc que les impacts de la pandémie de la COVID-19 vont au-delà des seuls cadres d'exercice des AGR chez les femmes. Elle compromet l'accès à des aliments nutritifs, tout en accroissant la charge de travail des femmes et les difficultés conjugales auxquelles elles faisaient face. Cependant, cette vulnérabilité, signe de la fragilité de ces femmes (Barroca, DiNardo et Mboumoua, 2013, p. 2), pousse à interroger leur niveau de résilience sociale.

3.2. Une résilience communautaire basée sur le contexte socioculturel et politique du pays

Le contexte socioculturel marqué par une relation étroite entre les populations et la médecine traditionnelle a beaucoup aidé certaines femmes dans leur capacité de faire face à la pandémie de COVID-19 à Cotonou. En effet, « la pharmacopée

traditionnelle africaine a toujours de tout temps apporté une solution africaine à de nombreuses maladies qu'a connues le monde » (Nguendia, 2020, p. 12). Et « à la recherche de recettes traditionnelles, beaucoup croient dans le pouvoir miraculeux des plantes, renforçant leur immunité pour se protéger de la COVID-19 » (Bouzabata, 2020, paragraphe 1).

Du coup, certaines femmes gestionnaires des AGR ont profité du contexte et de la profonde « histoire d'amour » entre populations et plantes médicinales pour se réinventer de nouveaux/anciens commerces. Ces commerces sont considérés comme nouveaux dans la manière de leur généralisation et de leur exercice chez ces femmes, et anciens dans la mesure où la vente des plantes médicinales est plus ancienne que l'avènement de la COVID-19 à Cotonou. Il s'agit en réalité d'un aspect de l'organisation sociale qui n'a fait que connaître une éclosion à l'ère de cette pandémie.

Par ailleurs, si le développement de la vente des plantes médicinales est renforcé par le contexte socioculturel du pays, l'instauration et le développement du commerce de masque ou bavette ont été la résultante de la fermeté du gouvernement par rapport au port obligatoire de masque soutenu par des sanctions. En dehors du secteur de la vente des matériels utilisés dans la fabrication des dispositifs de lavage des mains, le secteur de la commercialisation des masques artisanaux et même chirurgicaux constitue, en terme économique, l'un des secteurs les plus florissants dans le contexte de la pandémie de COVID-19. A cela s'ajoute la vente des gels hydro alcooliques et des détergents. Dans ce processus, la stratégie commerciale se veut beaucoup plus offensive que défensive (Lecherbonnier, 2021, p.

50). Etant conscientes de la situation socio-économique du pays, ces femmes ne cherchent plus à avoir de grands bénéfices sur les produits. Cela confirme les résultats d'un reportage de France 24 à Cotonou sur la question :

« Pour les plus démunis, acheter un masque subventionné à 30 centimes d'euros [et vendu dans les pharmacies de Cotonou] est encore trop cher. C'est donc la ruée vers des masques vendus dans la rue à moitié prix » (Saint-Léger, 2020, p. paragraphe 1).

De même, les résultats de la présente recherche confirment ceux de Zara Laouan (2020, p. 23) qui soulignent que la « fabrication et vente de masques de protection par des groupes de femmes » (Zara Laouan, 2020, p. 23) constituent aussi une stratégie d'adaptation des femmes. L'autre facette de cette stratégie est que c'est le vendeur qui va à la recherche du client. D'où le repositionnement de ces femmes ou de leurs « envoyés » au bord des trottoirs en hissant les masques au bout d'un petit bâton brandi sous le soleil. Et pour ce faire, toute la famille, sauf les pères de familles, est impliquée dans ce commerce : enfants, jeunes, domestiques, parentes. Cette recherche a donc, de façon originale, montré comment de l'entreprise de la mère de famille, on passe à l'entreprise familiale pour faire face aux affres de cette pandémie. Il s'agit d'un apport peu souligné par les travaux sur la question.

De plus, la plupart des familles/femmes enquêtées indiquent que non seulement elles ont limité l'approvisionnement en produits non essentiels, mais qu'elles ont aussi réduit les dépenses courantes notamment la ration alimentaire dans leur famille. Cela confirme les résultats d'une recherche réalisée en Haïti sur la question.

« D'autres stratégies d'adaptation soulignées par les familles concernent aussi la réduction des dépenses et de la proportion et de la qualité de nourriture consommée par la famille pour pouvoir faire face aux conséquences socioéconomiques engendrées par la crise sanitaire » (CARE International en Haïti et ONU Femmes en Haïti, 2020, p. 29).

Il en découle donc que « l'activation des capacités à faire face s'appuie en particulier sur des compétences, des savoirs, des ressources qui sont acquis en amont des crises, mais aussi construites au fil des réponses aux perturbations qui suivent le choc initial » (Benitez et Reghezza, 2018, paragraphe 27). Mais comme souligné dans la même étude sur Haïti, cette stratégie peut conduire à la sous-alimentation et à la malnutrition des membres de la famille.

Cependant, il est très important de reconnaître que dans le présent contexte de la pandémie de COVID-19, « l'adaptation est difficile car le changement est brutal et les ressources sont limitées » (Zara Laouan, 2020, p. 18). L'on est en mesure de se demander jusqu'à quand cette résilience va tenir le coup, vu que le niveau de la croyance de la présence de cette pandémie a drastiquement baissé dans la population en général par rapport au sentiment de peur qui sévissait à ses débuts. Du coup, le taux d'écoulement des masques, des détergents, des plantes médicinales peut connaître une baisse les jours à venir. « Au début de la pandémie (...) on gagnait bien plus que d'habitude » (Djèxami, gérante de kiosque de sodabi, 37 ans, Cotonou, décembre 2020). Les propos de cette gérante montrent bien le déclin de cette stratégie de résilience. Il importe donc que l'Etat

soutienne véritablement par des subventions, les femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus à Cotonou.

Conclusion

Au Bénin, les activités génératrices de revenus occupent une place importante dans la vie socio-économique des populations en général et des femmes en particulier. Cependant, depuis l'avènement de la pandémie de la COVID-19, ce secteur connaît un grand bouleversement. A Cotonou, la vie socio-économique de nombreuses femmes a subi un coup. Bien que ces réalités soient prégnantes et tangibles, peu de recherches en sociologie se focalisent sur cette question. Ainsi, l'objectif de cet article est de décrire et d'analyser les impacts de la pandémie de la COVID-19 sur les activités génératrices de revenus chez les femmes à Cotonou, ainsi que les stratégies de résilience développées.

Cette recherche qui a pour principal site d'investigation le 12^{ème} arrondissement de Cotonou, est de nature qualitative, descriptive, analytique et à allure comparative. Elle s'appuie sur des entretiens semi-directifs individuels approfondis avec 23 femmes gestionnaires des AGR appartenant à différentes classes sociales et sélectionnées par choix raisonné. Des observations ont été réalisées au niveau des sites de vente de ces femmes sur les effets de cette pandémie vis-à-vis des AGR d'une part, et les stratégies de résiliences adoptées par ces femmes d'autre part. Les informations collectées ont été triées, triangulées et analysées suivant le courant de la vulnérabilité et de la résilience, puis la théorie de la capacité d'adaptation généralisée de Parsons. Cette recherche a été réalisée entre octobre et décembre

2020 (trois mois). Les aspects éthiques et déontologiques ont été observés au cours de cette recherche.

Des données collectées, il ressort que la plupart des femmes gestionnaires des activités génératrices de revenus doutent de la présence du virus de COVID-19 au Bénin. Mais la rareté des clients les rend conscientes de cette réalité. Plusieurs catégories d'activités génératrices de revenus gérées par plusieurs catégories d'acteurs ont été recensées au cours de cette recherche. L'état de ces activités avant la pandémie a été décrit.

Par ailleurs, bien que les conditions de vie socio-économique de ces femmes ne soient pas si reluisantes avant l'avènement de la pandémie de COVID-19 au Bénin, cette pandémie a empiré ces conditions en compromettant la chaîne d'approvisionnement des marchandises suite à la mise en place des mesures de riposte par les gouvernants. De même, la continuité de paiement des frais de location des boutiques et maisons, des factures d'électricité et d'eau, des taxes influencent largement la vie socio-économique des femmes. Toutes ces situations perturbent énormément le fonctionnement normal de la vie familiale de ces femmes. Du coup, elles développent plusieurs stratégies de résilience telles que le recours aux commerces beaucoup plus florissants au cours de cette pandémie (plantes médicinales, des masques notamment), le changement des stratégies de vente de certains produits, la limitation d'approvisionnement des produits qui coulent moins sur le marché, la diminution de la quantité du repas vendu dans les restaurants, la limitation des dépenses quotidiennes et de la ration alimentaire dans les ménages avec les potentiels risques de sous-alimentation et de malnutrition. On note donc une

relation de continuité entre la vulnérabilité et la résilience de ces femmes.

Cependant, il importe que ces stratégies de résilience développées par ces femmes soient soutenues par le gouvernement au risque qu'elles cessent bientôt de montrer leur efficacité. Mais qu'en est-il de la question de l'accès à l'emploi chez les jeunes dans le contexte de COVID-19 au Bénin ?

Références bibliographiques

ADJOVI Ingrid Sonya, (2009). *L'économie informelle à Cotonou: interactions institutions et groupements féminins*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Université d'Abomey Calavi.

BARROCA Bruno, DINARDO Maryline et MBOUMOUA Irène, (2013). De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? », *EchoGéo* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13439> ; DOI : 10.4000/echogeo.13439

BASQUIN Fané Hélène, (2020). *Impact de la crise COVID-19 sur la sécurité alimentaire*, CFSI, Discussion n°9, synthèse, juillet 2020, 7 p.

BENITEZ Fanny et REGHEZZA Magali, (2018). *Les capacités à faire face ou comment repenser la résilience des individus*, Vertigo, [En ligne], Hors-série 30 | mai 2018, mis en ligne le 15 mai 2018, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/19116> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.19116>

BOUZABATA Amel, (2020). Médecine traditionnelle et COVID-19 : croyances et réalités, *SciDev.Net*, [en ligne], publié le 01/04/2020, consulté le 12/12/2020, disponible sur <http://www.scidev.net/santé>

CARE International en Haïti et ONU FEMMES en Haïti, (2020). Analyse Rapide Genre – COVID-19. Haïti, septembre 2020, 49 p.

CILSS, (2020). *Impact de la crise du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Note d'information et de veille, n°1, 8 p.

FAO, (2020), *La COVID-19 et ses effets sur les systèmes agroalimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition : incidences et priorités dans la région Afrique*, Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, 31^{ème} session, 26-28 octobre 2020, ARC/20/3, 17 p.

FOURNIER Tristan, (2017). Entre médicalisation et migrations, les enjeux de l'adaptation alimentaire, *Sciences sociales et santé*, vol. 35, n° 1, pp. 31-40.

GBEFFO Jonas, (2020). Crise du coronavirus : La PNOPPA-Bénin pour un soutien aux exploitations familiales agricoles, Dossier, *PNOPPA info*, n°7, juil-sept 2020, p. 4.

INSAE, (2016a). *Cahier des villages et quartiers de ville du département du littoral (RGPH-4, 2013)*, Cotonou, août 2016, 20 p.

INSAE, (2016b). Effectifs de la population des villages et quartiers de ville du Bénin, (RGPH-4, 2013), Cotonou, février 2016.

IPES-Food, (2020). *Le COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires : Symptômes, causes et solutions potentielles*, Communiqué, avril 2020, 12 p.

KPMG, (2020). *Le secteur de l'agroalimentaire face au COVID-19*, 4 p.

LALIQUE Marine, (2016). *Comment mettre en œuvre une activité génératrice de revenus dans le cadre d'un microprojet de solidarité internationale ?*, Guide 04, Agence des Micro Projets, 28 p.

NGUENDIA Francois Aurelien, (2020). Habilitation de la pharmacopée traditionnelle africaine comme palliatif curatif contre la COVID-19 : analyse socioculturelle d'un refus d'autonomie sanitaire, *VigieAfriques*, vol.3, n°2, pp. 7-16.

SAINT-LEGER Anthony, (2020). COVID-19 : au Bénin, des masques de protection non conformes en circulation, *France24*, [en ligne], publié le 30/04/2020, consulté le 12/12/2020, disponible sur <https://www.france24.com/fr/tag/COVID-19/>

SIME SEKO Monra Abdel-Nasser, (2020). *Média et gestion de la pandémie de COVID-19 à Cotonou*, Mémoire de Master 2, Formation doctorale sociologie-anthropologie, EDP, UAC, 113 p.

TODEGNON Toussaint et DEVILLARD Alexandre (ed.), (2011). *Migration au Bénin : Profil national 2011*, OIM / GIP International, 77 p.

ZARA LAOUAN Fatouma, (2020). *Analyse régionale rapide de genre en Afrique de l'Ouest COVID-19*, CARE, Afrique de l'Ouest, avril 2020, 28 p.

WAINTRAUB Judith, JAIGU Charles, JOLLY Vincent, DELETRAZ François, HOFSTEIN Cyril, (2020). L'administration en folie, in COVID-19. La bureaucratie en folie, *Le Figaro Magazine*, Edition internationale, 27 novembre 2020, pp. 50-54.

LECHERBONNIER Sylvie, (2021). Devenir ingénieur (e) à l'heure du COVID-19, in Devenir ingénieur (e). Les nouvelles orientations post-COVID, *Sciences et avenir*, La Recherche, n°888, février 2021, pp. 50-51.

WIDMER Eric, de Bel Vera, GANJOUR Olga, GIRARDIN Myriam et ZUFFEREY Marie-Eve, (2020). Dynamiques familiales et COVID-19 : réactions à la période de confinement, in Fiorenza Gamba, Marco Nardone, Toni Ricciardi et Sandro Cattacin, (Dir), *COVID-19. Le regard des sciences sociales*, Éditions Seismo, Sciences sociales et questions de société SA, Genève et Zurich, pp. 159-178.

TV5Monde et AFP, (2021). *Coronavirus : ce que révèlent le taux de mortalité par pays et par continent*, [en ligne], publié le 10/01/2021, consulté le 02/02/2021, disponible sur information.tv5monde.com